

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 15 février 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "fixant la composition du conseil consultatif des bourgmestres, ainsi que les modalités de désignation de ses membres et de son fonctionnement", a donné le 15 mars 2000 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 015 februari 2000 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de samenstelling van de adviesraad van bourgmesters en van de nadere regels voor de aanwijzing van zijn leden en van zijn werking", heeft op 15 maart 2000 het volgende advies gegeven :

Observation générale

Il convient de distinguer soigneusement les règles relatives à la composition du Conseil consultatif des bourgmestres et celles relatives à son fonctionnement.

Seuls des bourgmestres sont, en effet, appelés à composer ce Conseil et à rendre les avis requis par la loi. Les personnes qui sont autorisées à assister aux réunions, en tant que secrétaire ou qu'expert, ou pour fournir les éclaircissements nécessaires à la compréhension des projets soumis pour avis, ne font pas partie du Conseil consultatif. Par conséquent, il convient de ne pas faire figurer les dispositions qui règlent la présence de ces personnes sous un chapitre intitulé "Composition du Conseil", ni, a fortiori, dans la disposition déterminant le nombre des membres du Conseil, afin d'éviter de faire accroire qu'elles sont membres du Conseil ou qu'elles participent aux délibérations de celui-ci.

Le plan du projet d'arrêté doit, dès lors, être revu. Les dispositions qui figurent sous l'article 2, § 1er, alinéas 2 et 3, et § 2 et sous l'article 3 doivent figurer sous le chapitre intitulé "Fonctionnement du Conseil".

Les chapitres premier et II peuvent, en conséquence, être fusionnés et figurer sous l'intitulé : "Composition du Conseil".

Par ailleurs, l'article 11 constitue également une règle de fonctionnement. Il convient, par conséquent, de le faire figurer sous le chapitre : "Fonctionnement du Conseil".

.../...

Observations particulières

Examen du projet

Intitulé

L'intitulé est inutilement long. Mieux vaut écrire :

"Arrêté royal relatif au Conseil consultatif des bourgmestres.".

Dispositif

Article 1er

1. Cet article est superflu. Au lieu de définir "le conseil" comme le Conseil consultatif des bourgmestres, il suffit de le citer avec son appellation complète la première fois qu'il est identifié dans le projet et de faire suivre cette appellation par les mots "ci-après dénommé «le Conseil»". Par ailleurs, il va de soi qu'il s'agit du Conseil "visé à l'article 8 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux", puisque l'arrêté en projet a pour objet d'exécuter cette disposition.

2. Enfin, au lieu de définir "le Ministre" comme "le Ministre de l'Intérieur", il convient de citer ce dernier en faisant usage de l'expression "le Ministre qui a l'intérieur dans ses attributions" la première fois qu'il

.../...

est identifié dans le projet, de faire suivre celle-ci par les mots "ci-après dénommé «le Ministre »" et de faire usage de cette dénomination aux endroits adéquats dans le projet. Mieux vaut cependant utiliser l'expression complète "Ministre qui a l'intérieur dans ses attributions" dans l'article 2, § 2, (parce que ce dernier y est identifié avec un autre ministre) et dans l'article 14 (parce qu'il s'agit de la disposition exécutoire et qu'il convient d'y identifier aussi clairement que possible le ministre chargé de l'exécution de l'arrêté).

Chapitre premier - Composition du conseil

Article 2, § 1er, alinéa 1er (devenant l'article 1er)

Il y a lieu de reprendre sous cette disposition le contenu de l'article 4, alinéas 1er et 2.

L'article 1er pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 1er. § 1er. Le Conseil se compose de seize bourgmestres, désignés en suivant les règles de répartition fixées aux paragraphes 2 à 4.

§ 2. Huit bourgmestres proviennent de communes de la Région flamande, dont deux appartiennent à une zone de police de moins de cinquante mille habitants, trois à une zone de police de cinquante à cent mille habitants, et trois à une zone de police de plus de cent mille habitants.

.../...

Six bourgmestres proviennent de communes de la Région wallonne, dont trois appartiennent à une zone de police de moins de cinquante mille habitants, deux à une zone de police de cinquante à cent mille habitants, et une à une zone de police de plus de cent mille habitants.

Deux bourgmestres proviennent de communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 3. Le Conseil comprend au moins un bourgmestre par province. Parmi les bourgmestres de la Région wallonne, un provient d'une commune de la région de langue allemande.

§ 4. Au moins quatre bourgmestres proviennent d'une commune faisant partie d'une zone de police pluricommunale et au moins quatre bourgmestres proviennent d'une commune constituant une zone de police uncommunale.

Par zone de police, un seul bourgmestre peut être désigné."

En outre, pour l'application du paragraphe 2, il convient de préciser le chiffre de la population auquel il est fait référence.

Article 5 (devenant l'article 2)

1. Il convient d'omettre les mots "De plus" qui figurent au début de cet article, ainsi que le mot "également" qui figure dans la première phrase.

.../...

2. In fine, il y a lieu d'écrire : "... pour la durée du mandat qui reste à courir.".

Article 4, alinéa 3
(devenant l'article 3)

Cette disposition pourrait être rédigée comme suit :

"Les membres et leurs suppléants sont désignés après un appel aux candidatures, publié au Moniteur belge avec la mention du délai dans lequel celles-ci sont introduites.".

Article 6 (devenant l'article 4)

Conformément à la délibération du Conseil des ministres et à l'observation figurant dans l'accord du Ministre du Budget, cet article doit être complété par une disposition prévoyant que le président et le vice-président appartiennent à des rôles linguistiques différents.

Chapitre III - Fonctionnement du Conseil
(devenant chapitre II)

Article 7 (devenant l'article 5)

1. A l'alinéa 1er, le mot "émanant" est inutile.

.../...

2. A l'alinéa 2, première phrase, il y a lieu d'écrire "comporte un ordre du jour" au lieu de "fait mention de l'ordre du jour" et, à la seconde phrase, "y sont annexés" au lieu de "sont annexés à la convocation".

3. Le texte néerlandais de l'alinéa 3 doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8 (devenant l'article 6)

1. Il convient d'écrire "ne se réunit valablement" au lieu de "ne peut se réunir valablement".

2. Il est préférable d'écrire "membres" au lieu de "bourgmestres", comme dans les autres articles du projet où il est question des personnes qui composent le Conseil (par exemple l'article 7, alinéa 3).

Article 7 (nouveau)

Figureront sous cette disposition, les règles prévues à l'article 2, § 1er, alinéas 2 et 3, et § 2.

Elles pourraient être plus simplement rédigées comme suit :

"Art. 7. Le Conseil peut inviter, à titre consultatif, des experts, ainsi qu'un fonctionnaire de la Direction générale de la Police générale du royaume, désigné par le fonction-

.../...

naire dirigeant de celle-ci, et un représentant de l'Union des Villes et Communes belges.

Les Ministres qui ont respectivement l'intérieur et la justice dans leurs attributions ou leur représentant peuvent également assister à titre consultatif aux réunions du Conseil, soit à l'invitation de celui-ci, soit d'initiative pour présenter, chacun en ce qui le concerne, les projets à l'égard desquels l'avis est sollicité."

Article 8 (nouveau)

Il y a lieu de faire figurer sous cette disposition le contenu de l'actuel article 3, relatif au secrétariat du Conseil.

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9 (devenant l'article 8)

1. A l'alinéa 1er, première phrase, les mots "à cet effet par le Ministre" sont superflus au regard de l'article 7, alinéa 1er. En outre, dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "om advies is verzocht" et non "gevat werd".

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 2 doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

3. Il est proposé de rédiger l'alinéa 3 comme suit :

"Si aucun avis n'est rendu dans le délai fixé, il est passé outre.".

Article 10 (devenant l'article 9)

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 9. L'avis qui ne peut être adopté par consensus est soumis au vote.

Dans ce cas, l'avis mentionne le résultat du vote ainsi que la ou les opinions minoritaires.

Si aucune proposition ne recueille la majorité des voix, les différentes opinions exprimées constituent l'avis.".

Article 11 (devenant l'article 10)

Il convient de prévoir que le Ministre approuve le règlement d'ordre intérieur qui lui est transmis pour information.

Article 12 (devenant l'article 11)

1. Il convient de faire usage du présent de l'indicatif pour formuler les règles. Mieux vaut donc écrire "sont remboursés" au lieu de "seront remboursés".

.../...

Dans le texte néerlandais, mieux vaut écrire "reiskosten" et non "reisonkosten".

2. Par ailleurs, il est préférable d'écrire "conformément à l'article 17" au lieu de "selon les dispositions de l'article 17".

3. A propos de la suppression du jeton de présence, il y a lieu de mettre à jour le texte du rapport au Roi.

Observations finales

Observation relative à la numérotation des chapitres

La numérotation des chapitres et sections se fait en chiffres cardinaux romains, sauf celle du chapitre premier qui se fait en toutes lettres. Mieux vaut donc écrire "Chapitre premier" au lieu de "Chapitre I".

Observations relatives au texte néerlandais du projet

Du point de vue de la correction de la langue et de la légistique, plusieurs dispositions du texte néerlandais du projet laissent à désirer. A ce sujet, il est renvoyé aux observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Algemene opmerking

De regels voor de samenstelling van de Adviesraad van burgemeesters en die voor de werkwijze van die adviesraad moeten zorgvuldig uit elkaar worden gehouden.

Alleen burgemeesters mogen immers in die raad zitting hebben en de bij de wet vereiste adviezen uitbrengen. Degenen die vergaderingen mogen bijwonen, als secretaris, als deskundige of om toelichtingen te geven die noodzakelijk zijn om de ter fine van advies voorgelegde ontwerpen te kunnen begrijpen, maken geen deel uit van de Adviesraad. Bijgevolg horen de bepalingen betreffende de aanwezigheid van die personen niet thuis in het hoofdstuk "Samenstelling van de raad" en zeker niet in de bepaling betreffende het aantal leden van de raad, omdat anders de indruk wordt gewekt dat zij lid zijn van de raad of aan de beraadslagingen ervan deelnemen.

De indeling van het ontwerpbesluit moet dus worden herzien. De bepalingen onder artikel 2, § 1, tweede en derde lid, en § 2, en onder artikel 3 moeten onder een hoofdstuk "Werkwijze van de raad" komen.

De hoofdstukken I en II kunnen bijgevolg worden samengevoegd tot één hoofdstuk, met als opschrift : "Samenstelling van de raad".

Voorts bevat artikel 11 ook een bepaling betreffende de werkwijze. Bijgevolg moet het onder het hoofdstuk "Werkwijze van de raad" komen.

.../...

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Het opschrift is onnodig lang. Het is beter te schrijven :

"Koninklijk besluit betreffende de Adviesraad van burgemeesters.".

Dispositief

Artikel 1

1. Dit artikel is overbodig. In plaats van "de raad" te omschrijven als de "Adviesraad van burgemeesters", is het voldoende de eerste keer dat de raad in het ontwerp wordt vermeld zijn volledige benaming te gebruiken en meteen daarop de woorden "hierna te noemen 'de raad'" te laten volgen. Bovendien spreekt het vanzelf dat het gaat om de raad "bedoeld in artikel 8 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus", aangezien het ontworpen besluit tot doel heeft die bepaling ten uitvoer te leggen.

2. Tot slot, in plaats van "de Minister" te omschrijven als "de Minister van Binnenlandse Zaken", is het

.../...

zaak om de eerste maal dat die minister in het ontwerp wordt vermeld, naar hem te verwijzen met de woorden "de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken", meteen daarna te schrijven "hierna te noemen 'de Minister'" en die benaming op de juiste plaatsen in het ontwerp te gebruiken. In artikel 2, § 2, en in artikel 14 is het evenwel beter de volledige benaming "minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken" te bezigen, in het eerste geval omdat die minister samen met een andere minister wordt genoemd en in het tweede geval omdat het gaat om een uitvoeringsbepaling en omdat daarin zo duidelijk mogelijk moet worden bepaald welke minister met de uitvoering van het besluit belast is.

Hoofdstuk I - Samenstelling van de raad

Artikel 2, § 1, eerste lid (dat artikel 1 wordt)

Onder deze bepaling moet de inhoud van artikel 4, eerste en tweede lid, komen.

Artikel 1 zou dus als volgt kunnen worden gesteld :

"Artikel 1. § 1. De raad bestaat uit zestien burgemeesters die worden aangesteld volgens de wijze van uitkiezen bepaald in de paragrafen 2 tot 4.

§ 2. Acht burgemeesters komen uit gemeenten van het Vlaams Gewest, van wie twee uit een politiekezone met minder dan vijftigduizend inwoners, drie uit een politiekezone met

.../...

vijftig- tot honderdduizend inwoners en drie uit een politiekezone met meer dan honderdduizend inwoners.

Zes burgemeesters komen uit gemeenten van het Waals Gewest, van wie drie uit een politiekezone met minder dan vijftigduizend inwoners, twee uit een politiekezone met vijftig- tot honderdduizend inwoners en één uit een politiekezone met meer dan honderdduizend inwoners.

Twee burgemeesters komen uit gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 3. De raad telt op zijn minst één burgemeester uit elke provincie. Van de burgemeesters uit het Waals Gewest komt er één uit een gemeente van het Duitse taalgebied.

§ 4. Ten minste vier burgemeesters komen uit een gemeente die samen met andere gemeenten een politiekezone vormt en ten minste vier burgemeesters komen uit een gemeente die op zichzelf een politiekezone vormt.

Per politiekezone kan slechts één burgemeester worden aangesteld."

Bovendien moet voor de toepassing van paragraaf 2 het inwonertal waarnaar wordt verwezen, worden gepreciseerd.

.../...

Artikel 5
(dat artikel 2 wordt)

1. De woorden "tevens" en "eveneens" in de eerste zin van dit artikel moeten vervallen.

2. In de Franse versie moet op het einde worden geschreven : "... pour la durée du mandat qui reste à courir.".

Artikel 4, derde lid
(dat artikel 3 wordt)

Deze bepaling zou als volgt kunnen worden gesteld :

"De leden en hun plaatsvervangers worden aangesteld nadat in het Belgisch Staatsblad een oproep tot de gegadigden is bekendgemaakt, met vermelding van de termijn waarbinnen de kandidaturen moeten worden ingediend.".

Artikel 6
(dat artikel 4 wordt)

Overeenkomstig het besluit van de Ministerraad en de opmerking in de akkoordbevinding van de Minister van Begroting moet dit artikel worden aangevuld met een bepaling waarin staat dat de voorzitter en de ondervoorzitter tot een verschillende taalrol behoren.

.../...

Hoofdstuk III - Werkwijze van de Raad
(dat hoofdstuk II wordt)

Artikel 7
(dat artikel 5 wordt)

1. In het eerste lid schrijve men : "... wanneer de Minister hem om advies heeft verzocht".

2. In het tweede lid, eerste zin, schrijve men "geschiedt schriftelijk en bevat een agenda" in plaats van "gebeurt schriftelijk en vermeldt de agenda". In de Franse tekst schrijve men in de tweede zin "y sont annexés" in plaats van "sont annexés à la convocation".

3. In het derde lid schrijve men "dringende noodzaak" in plaats van "hoogdringendheid".

Artikel 8
(dat artikel 6 wordt)

1. Men schrijve "vergadert alleen rechtsgeldig" in plaats van "kan slechts rechtsgeldig vergaderen".

2. Het is beter "leden" in plaats van "burge-meesters" te schrijven, zoals in de overige artikelen van het ontwerp waarin sprake is van de personen waaruit de raad bestaat (bijvoorbeeld artikel 7, derde lid).

.../...

Artikel 7 (nieuw)

Onder die bepaling komen de regels vervat in artikel 2, § 1, tweede en derde lid, en § 2.

Die regels zouden als volgt eenvoudiger kunnen worden gesteld :

"Art. 7. Om een advies in te winnen kan de raad deskundigen uitnodigen, een ambtenaar van de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie aangewezen door de leidend ambtenaar van die directie en een vertegenwoordiger van de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten.

De ministers onderscheidenlijk bevoegd voor Binnenlandse Zaken en Justitie of hun vertegenwoordiger kunnen op de vergaderingen van de raad ook in consult worden geroepen, hetzij op verzoek van de raad, hetzij op eigen initiatief, om ieder wat hem betreft de projecten waarover advies gevraagd wordt, voor te stellen."

Artikel 8 (nieuw)

Onder deze bepaling moet de inhoud van het huidige artikel 3 over het secretariaat van de Raad komen.

In plaats van "duidt ... aan" schrijve men "stelt ... aan".

.../...

Artikel 9
(dat artikel 8 wordt)

1. In de eerste zin van het eerste lid zijn de woorden "hiertoe door de Minister" in het licht van artikel 7, eerste lid, overbodig.

Voorts schrijve men "om advies is verzocht" in plaats van "gevat werd".

2. Het tweede lid zou aldus gesteld moeten worden :

"In geval van dringende noodzaak kan de Minister deze termijn inkorten; deze mag echter niet korter zijn dan tien dagen vanaf het ogenblik dat de voorzitter ... het verzoek om advies heeft ontvangen."

3. Voorgesteld wordt het derde lid als volgt te stellen :

"Wordt geen advies verstrekt binnen de gestelde termijn, dan wordt eraan voorbijgegaan."

Artikel 10
(dat artikel 9 wordt)

Deze bepaling zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 9. Over adviezen die niet bij consensus kunnen worden aangenomen, wordt gestemd.

In dat geval worden de uitslag van de stemming alsook eventuele minderheidsstandpunten vermeld.

Als geen enkel voorstel de meerderheid van de stemmen behaalt, bestaat het advies uit de diverse geuite meningen."

Artikel 11
(dat artikel 10 wordt)

Er moet worden bepaald dat de Minister zijn goedkeuring hecht aan het huishoudelijk reglement dat hem ter kennisgeving wordt bezorgd.

Artikel 12
(dat artikel 11 wordt)

1. Regels behoren in de onvoltooid tegenwoordige tijd te worden gesteld. Het is dus beter in de Franse versie "sont remboursés" te schrijven in plaats van "seront remboursés".

Daarenboven schrijve men "reiskosten" en niet "reisonkosten".

2. Bovendien is het beter in de Franse tekst "conformément à l'article 17" te schrijven, in plaats van "selon les dispositions de l'article 17".

.../...

3. Aangezien het presentiegeld geschrapt is, moet de tekst van het verslag aan de Koning worden aangepast.

Slotopmerkingen

Opmerking over de nummering van de hoofdstukken

Voor het nummeren van hoofdstukken en afdelingen worden hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers gebruikt. Dat geldt ook voor het Frans, behalve voor "Chapitre premier" dat voluit wordt geschreven.

Opmerkingen over de Nederlandse tekst van het ontwerp

Uit een oogpunt van correct taalgebruik en wetgevingstechniek is de Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp ondermaats. Ongerekend de tekstvoorstellen die in het corpus van het advies gedaan zijn, worden hierna, onder voorbehoud van de in het advies gemaakte inhoudelijke opmerkingen, ten overvloede en bij wijze van voorbeeld enige tekstvoorstellen gedaan :

Aanhef

In het derde lid schrijve men overeenkomstig de voorschriften van de Wetgevingstechniek : "Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 31 januari 2000;"

.../...

In het voordrachtformulier schrijve men : "Op de voordracht van ... en op het advies van ...".

Dispositief

Artikel 5

Men schrijve : "met inachtneming van" in plaats van "met inachtnaem van", "gewoon lid" in plaats van "effectief lid", "eindigt" in plaats van "beëindigd wordt".

Artikel 6

Men schrijve : "Op voordracht van de raad ... aangewezen ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J.-M. FAVRESSE,

assesseur de la
section de législation,
assessor van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. C. AMELYNCK, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS